



**Arrêté portant mise en demeure de faire cesser un danger ponctuel imminent
pour la santé et la sécurité des occupants du logement
situé 21 rue du maréchal Leclerc à Caudry**

Le préfet de la région Hauts-de-France,
préfet du Nord

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 1311-4 et R. 1312-8 ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 26 août 2021 nommant madame Amélie PUCCINELLI sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 16 mai 2022 nommant madame Fabienne DECOTTIGNIES secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination de monsieur Hugo GILARDI en qualité de directeur général de l'Agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le décret du 29 juillet 2023 portant règles sanitaires d'hygiène et de salubrité des locaux d'habitation et assimilés ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 avril 1979 modifié établissant le règlement sanitaire départemental du Nord (RSD) et notamment les dispositions de son titre II applicables aux locaux d'habitation et assimilés ;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2023 portant délégation de signature à madame Amélie PUCCINELLI, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Nord ;

Vu le protocole départemental signé par le préfet du Nord et le directeur général de l'Agence régionale de santé le 28 octobre 2016 relatif aux actions et prestations mises en œuvre par l'Agence régionale de santé Hauts-de-France pour le préfet du département du Nord ;

Vu le courriel de la police municipale de Caudry du 5 décembre 2023 relatant les faits constatés dans le logement situé 21 rue du maréchal Leclerc à Caudry ;

Considérant qu'il ressort du rapport susvisé que le logement situé 21 rue du maréchal Leclerc à Caudry présente un danger ponctuel et imminent pour la santé ou la sécurité des occupants du logement pour les raisons suivantes :

- présence importante d'humidité, notamment dans la salle de bain, suite à l'absence de ventilation ;

- absence d'eau chaude depuis cinq mois. Le système de production d'eau chaude se trouve chez le voisin, il est hors service ;

Considérant que le logement est occupé par madame LECLERE Tatiana et ses trois enfants ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de prescrire des mesures d'urgence propres à supprimer ces risques ;

Sur proposition du directeur général de l'Agence régionale de santé Hauts-de-France et de la secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Monsieur et madame LEVEQUE, ou leurs ayants droit, propriétaires du logement situé 21 rue du maréchal Leclerc à Caudry (réf. cadast. : AE 335) sont mis en demeure d'exécuter les mesures suivantes :

- recherche et suppression des causes d'humidité ;
- installation des ventilations réglementaires pour assurer le renouvellement permanent de l'air ;
- mise à disposition d'un moyen de production d'eau chaude sécurisé ;
- exécution de travaux et mesures complémentaires (traitement des infiltrations, nettoyage...) indispensables à la bonne mise en œuvre des mesures prescrites le cas échéant ;

dans un délai maximum d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Lors des interventions notamment sur les murs (perçage, saignées...), toutes les précautions devront être prises pour l'exécution des travaux prescrits, de façon à ne pas générer un risque supplémentaire pour les occupants par la dispersion de poussières potentiellement chargées en plomb ou amiante.

Des certificats établis par un professionnel devront être adressés à la mairie de Caudry.

Article 2 - En cas d'inexécution des mesures prescrites dans le délai imparti, le maire de Caudry ou, à défaut, le préfet, procédera à leur exécution d'office aux frais des propriétaires sans autre mise en demeure préalable.

La créance en résultant sera recouvrée comme en matière de contributions directes.

Le recouvrement des dépenses engagées aux frais des propriétaires défaillants comporte, outre le montant des dépenses recouvrables un montant forfaitaire de 8 % de ces dépenses.

Le fait de ne pas exécuter les mesures ordonnées par le présent arrêté est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe en vertu de l'article R. 1312-8 du code de la santé publique.

Article 3 - Si le logement devient inoccupé et libre de location après la date du présent arrêté, dès lors qu'il est sécurisé et ne constitue pas un danger pour la santé ou la sécurité des voisins, les propriétaires ne sont plus tenus de réaliser les mesures prescrites à l'échéance fixée à l'article 1^{er}.

Les mesures prescrites devront, en tout état de cause, être exécutées avant toute nouvelle occupation, remise à disposition ou remise en location, sous peine d'exécution d'office aux frais des propriétaires. Les justificatifs devront être préalablement adressés à la mairie de Caudry.

Article 4 - Le présent arrêté est notifié, par l'Agence régionale de santé, à monsieur et madame LEVEQUE, propriétaires, domiciliés 36 rue Paulin Pecqueux à Bohain-en-Vermandois (02110), ainsi qu'à l'occupante madame LECLERE. Cette notification est également effectuée par l'affichage de l'arrêté en mairie. Il est transmis au maire de Caudry, au sous-préfet de Cambrai, à la communauté d'agglomération du Caudrésis-Catésis, au procureur de la République, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement, ainsi qu'à la direction départementale des territoires et de la mer du Nord.

Article 5 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Nord (préfet du Nord / SG / DCPI – 12 rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 Lille cedex) dans les deux mois suivant la notification. L'absence de réponse à ce recours gracieux dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé dans les deux mois suivant la notification (direction générale de la santé - EA 2 - 14, avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP). L'absence de réponse à ce recours hiérarchique dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 Lille cedex ou par voie dématérialisée via télérecours citoyens : <https://citoyens.telerecours.fr/>), également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Article 6 - La secrétaire générale de la préfecture du Nord, le sous-préfet de Cambrai, le directeur général de l'Agence régionale de santé Hauts-de-France, le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord, et le maire de Caudry sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lille, le 3 janvier 2024
Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe


Amélie PUCCINELLI

